

DE NOMBREUX CHU ONT REJOINT LE MOUVEMENT

# Les hospitalo-universitaires maintiennent la pression

**Poursuite de la grève des hospitalo-universitaires. Au deuxième jour du débrayage, le mouvement s'est élargi à d'autres CHU. Pas de réaction de la tutelle. Le syndicat évalue aujourd'hui son action et décidera des suites à lui donner.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - La grève cyclique à laquelle a appelé le Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales se poursuivra aujourd'hui pour la troisième journée. «Une réussite», commente le P<sup>r</sup> Djidjeli, président du syndicat qui explique que l'information ayant circulé, beaucoup de CHU ont rejoint le mouvement au second jour.

Les hospitalo-universitaires tiendront aujourd'hui une assemblée générale au sein du CHU Mustapha pour, d'un côté, évaluer le débrayage mais surtout réfléchir aux actions à entreprendre les semaines à venir en plus de la reconduction de la grève trois jours par semaine.

Par respect au règlement, le Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales a informé la tutelle de la tenue de l'assemblée générale. Le ministère de la Santé n'avait jusqu'à hier pas tenté d'entrer en contact avec le syndicat. Ce dernier avait décidé dans un premier temps de geler les activités de soins. Seules les urgences seront assurées.

Les activités chirurgicales à froid, les consultations et les explorations biologiques et d'imagerie ne seront pas effectuées. Il n'est pas exclu que ce débrayage touche également les activités

pédagogiques dans les semaines à venir. Les hospitalo-universitaires continuent de dénoncer la pénurie quasi chronique des médicaments dont ils subissent les conséquences.

Le P<sup>r</sup> Djidjeli explique que «cette pénurie, nous la subissons

depuis Barkat. Nous avons multiplié les courriers pour dire que nous ne pouvions pas continuer à subir les conséquences de la pénurie de médicaments. On ne peut pas continuer à dépenser autant avec une pénurie chronique. La facture du médicament augmente alors que les pénuries ne cessent pas, c'est une équation que l'intelligence humaine ne peut accepter».

Le syndicat appelle à la mise en place d'une commission d'en-

quête indépendante afin de déterminer les causes de ces pénuries. Il revendique également la promulgation du régime indemnitaire.

Les négociations autour de ce texte durent depuis trois années sans résultat probant. Pire encore, le syndicat a eu à constater lors des réunions avec la Fonction publique que la mouture négociée ne ressemblait en rien à celle qui lui a été présentée. Pourtant, au mois d'octobre dernier, le ministre de la Santé avait réclamé un délai

d'un mois pour la satisfaction de cette revendication.

Faisant incursion dans l'assemblée générale du Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales, Ould Abbès avait non seulement fait un réquisitoire contre ceux qu'il accuse d'être derrière la pénurie de médicaments mais s'était engagé à accélérer le processus de promulgation du régime indemnitaire.

N. I.

## GRÈVE DES CORPS COMMUNS

# Un taux de suivi massif à l'est du pays, selon le SNTE

**Au premier jour de la grève d'une semaine, initiée par les corps communs du secteur de l'éducation, le taux de suivi est jugé satisfaisant et varie selon les régions, annonce le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE).**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Le mouvement de grève d'une semaine des corps communs a démarré, hier, avec une forte participation des travailleurs à l'est du pays.

Le taux de participation y est d'ailleurs estimé à 95% selon M. Aït Hamouda, chargé de la communication du SNTE. Dans quelques wilayas, telles que Béjaïa, Guelma et El Tarf, le taux de participation a atteint les 100% selon le syndicaliste.

A Béjaïa, selon M. Aït Hamouda, dans certains établissements, les enseignants ont même fait grève en signe de solidarité avec les corps

communs. Au niveau des régions de l'intérieur, aussi bien à l'est qu'à l'ouest, la paralysie des cantines a créé une certaine tension entre les directeurs des établissements et les grévistes. Ceci parce que les élèves n'ont pas pu prendre leurs repas.

«Il y a eu menace sur les employés des cantines et des dépassements mais nous ne nous laissons pas intimider», déclare M. Aït Hamouda. Au niveau de la capitale, le taux de suivi est estimé à seulement 40% alors qu'à l'ouest, il varie entre 55 et 60%, annoncent les représentants du SNTE. Selon le chargé de la

communication du syndicat, ces taux iront en augmentant dans les prochains jours, au fur et à mesure que les informations sur la grève circuleront au niveau des établissements.

Les syndicalistes notent par ailleurs qu'il n'y a pas eu de contacts avec la tutelle suite à l'annonce du mouvement de grève. «Nous nous attendons à ce que le ministre s'exprime sur le mouvement de grève des corps communs et nous sommes prêts à arrêter notre mouvement de protestation s'il s'engage et nous donne des garanties concernant nos principales revendications», souligne M. Aït Hamouda. Ce dernier avait dimanche dernier lors d'une conférence de presse exprimé «le-ras-le-bol» des corps communs du secteur qui, a-t-il précisé, sont «le parent pauvre du secteur». La principale revendication

des corps communs concerne une revalorisation des salaires jugés dérisoires par cette corporation. Ils ont aussi mis en évidence les disparités constatées avec les autres professions du secteur.

Selon les représentants du SNTE, les salaires varient entre 15 000 et 18 000 DA. Ils revendiquent aussi une revalorisation de leur profession qu'ils jugent longtemps négligée par la tutelle. Les grévistes, tel que l'a annoncé le SNTE, comptent aller vers la radicalisation de leur mouvement au cas où il n'y aurait pas d'engagements concrets des autorités concernant leurs principales revendications. Ils prévoient ainsi d'organiser une marche dans la capitale et à laquelle devront participer les personnels de toutes les wilayas.

F.-Z. B.

## L'UGTA TRANSMET SES PROPOSITIONS AU DÉPARTEMENT DU TRAVAIL

# 56 recommandations pour enrichir le pacte économique et social

**Une charte de l'emploi et une politique nationale des salaires. Deux principales propositions émises par l'UGTA dans sa contribution à l'enrichissement du pacte national économique et social. Le document a été remis il y a quelques jours au département du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. Au total, la Centrale syndicale a fait état de 56 propositions contenues dans un document d'une dizaine de pages.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Considéré comme l'une des principales résolutions de la dernière tripartite (septembre 2011), le pacte national économique et social, dont la prochaine ratification par les trois partenaires (gouvernement, patronat et UGTA) est attendue en 2012, constituera l'enjeu de la question économique et sociale du pays. Ainsi, à la différence du pacte signé en 2006, celui de 2012 verra sa ratification élargie à une nouvelle organisation patronale et pas des moindres, en l'occurrence le Forum des chefs d'entreprise (FCE). C'est dans cette optique que la Centrale syndicale a tenu à préciser en guise d'introduction dans son document que «le pacte national économique et social doit fortifier sa démarche à la fois sociale, économique et culturelle et renforcer l'aspiration collective qui consiste à donner au développement humain toute sa dimension».

### Définir une charte de l'emploi

Se référant aux conventions du Bureau international du travail, notam-

ment la convention n° 44 sur les consultations tripartites aux normes internationales du travail, le document de l'UGTA a mis le doigt sur «l'élargissement du dialogue social national à tous les niveaux décisionnels», en l'éri-geant «en acteur permanent entre partenaires sociaux». «Cette démarche participative ancrera sans aucun doute un consensus citoyen, solidaire et sociétal», lit-on dans le document.

La particularité des recommandations et autres propositions de l'UGTA réside selon la même source dans «l'importance que doit accorder le pacte national économique et social à la question de l'emploi, particulièrement en direction de la jeunesse». A ce propos, la Centrale syndicale «juge utile d'élaborer une charte de l'emploi» et que «les différents mécanismes d'emploi en cours gagneraient à être consolidés et renforcés pour permettre leur durabilité». En d'autres termes, cinq recommandations traitent de cette question, à savoir «le pacte économique et social doit recommander un assouplissement et une fluidité des

procédures des différents mécanismes existants pour permettre aux demandeurs d'emploi, notamment les jeunes, des facilitations d'accessibilité, de recommander la pleine participation des acteurs économiques et sociaux aux actions décisionnelles en matière d'emploi et que le pacte économique et social doit insister sur l'amélioration constante entre la formation professionnelle et l'entreprise, comme élément névralgique sur le marché national de l'emploi, comme il doit mettre en relief l'encouragement de la participation de l'université au processus formation-entreprise-emploi».

### Elaborer une politique nationale des salaires

La mise sur pied d'une politique nationale des salaires constitue également l'un des points forts du mémorandum de l'UGTA. Pour cette dernière, le pacte national économique et social doit recommander «l'élaboration d'une politique nationale des salaires, qui va servir d'instrument d'équité et de stimulation de la productivité de la croissance économique». «Cette politique salariale doit valoriser le travail comme élément d'épanouissement, et le salaire comme facteur de progrès du pouvoir d'achat du salarié», indique la recommandation dix-huit, alors que la dix-neuvième et vingtième recommandations stipulent qu'«en fonction du cli-

mat de confiance existant, le pacte national économique et social doit réaffirmer l'attachement et le respect de l'exercice du droit syndical et des droits sociaux des travailleurs par les partenaires du pacte et que les droits sociaux, facteurs déterminants dans le processus de production et de la viabilité de l'entreprise, notamment la négociation collective, la médecine du travail, l'hygiène et la sécurité dans le milieu professionnel, doivent constituer une référence indéniable dans les recommandations du pacte national économique et social».

Mieux encore, les recommandations de l'UGTA préconisent dans cette optique d'«inscrire les instruments d'absorption du chômage, notamment le chômage des jeunes et des femmes, par la mise en œuvre d'une politique nationale de l'emploi, permettant la création de postes d'emploi garantissant des revenus décents pour mettre fin à la marginalisation, l'exclusion et toutes les formes de travail précaire en associant les organisations patronales».

### Accord de non-agressivité

En somme, contrairement à celui de 2006, l'objectif primordial assigné au pacte économique et social de 2012 du côté de l'UGTA est celui de «non-agressivité». En d'autres termes, la Centrale syndicale plaide à travers

l'article quatre de son mémorandum pour «l'approfondissement des droits individuels et collectifs sociaux ainsi que les droits démocratiques, particulièrement la liberté syndicale, qui doivent constituer un axe cardinal dans le pacte économique et social». «Dans cette vision collective, il y a lieu d'accorder une attention particulière et des actions concrètes à l'épanouissement de la femme dans la société, dans la famille et dans l'entreprise et que le pacte national économique et social doit veiller à l'élargissement du dialogue national à tous les niveaux décisionnels et s'ériger en facteur permanent entre les partenaires sociaux», lit-on dans le document. Pour l'UGTA, «le pacte nationale économique et social constitue une opportunité pour les partenaires sociaux pour agir solidairement pour un développement durable et que le pacte constitue également une avancée appréciable dans le processus de stabilité et dans la gestion des questions économiques et sociales sur des bases civilisationnelles porteuses de bien-être et de progrès pour les travailleurs et leur famille». «Il s'agit de construire une société d'un niveau de vie décent et relativement aisé. Il s'agit à la fois du point de départ et le point d'application durant le période du pacte», lit-on en guise de conclusion du document de l'UGTA.

A. B.